

Passé vaccinal : Le Pen et Zemmour déterrent la hache de guerre



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 30 décembre 2021

Source [Boulevard Voltaire] On ne change pas une méthode qui perd. Imperturbablement, le gouvernement persiste et signe dans sa politique sanitaire face à une opposition de plus en plus virulente.

Certes, le virus semble galoper : la barre des 100.000 cas a été franchie le jour de Noël, selon Santé publique France. Le chiffre a doublé en trois semaines. Du côté des hospitalisations et des morts du Covid, les chiffres sont, eux aussi, en nette augmentation, même si l'on reste encore loin des pics vécus par la France dans ces deux années d'épidémie. Le gouvernement craint une explosion des cas. « *L'immense majorité des personnes hospitalisées ne sont pas vaccinées ou vaccinées mais atteintes de comorbidités graves* », rappelle Jean Castex. Toute la stratégie du gouvernement repose donc plus que jamais sur le vaccin.

Fini le simple test fait pour l'occasion. Il faut désormais présenter la preuve d'un vaccin en bonne et due forme, le passe vaccinal. Ce qui n'empêche pas le tour de vis. Discothèques fermées, pas de rassemblements supérieurs à 2.000 personnes en intérieur, pas plus de 5.000 à l'extérieur, la consommation debout dans les bars et restaurants interdite au 3 janvier. Télétravail pour tous trois jours minimum par semaine durant les trois premières semaines de janvier, tests aérations, grandes fêtes et grands dîners interdits, masques obligatoires dans les centres-villes, en attendant les mesures d'isolement des cas contacts à venir d'ici au 5 janvier. Mais une rentrée scolaire maintenue au 3 janvier. Sur le terrain politique, à quatre mois de la présidentielle, Castex et Macron sont donc au pied du mur. Jusqu'où peut-on aller dans la restriction des libertés les plus élémentaires pour combattre une pandémie alors que les Français comptent parmi les peuples les plus vaccinés au monde : à Noël, 78,2 % des Français avaient reçu au moins une dose. Insuffisant, donc.

Le piétinement des libertés est si spectaculaire que l'opposition s'alarme. Sur cette question, Valérie Pécresse se contente de demander au gouvernement « *de prendre dès aujourd'hui des mesures, soit la gratuité des tests jusqu'au 10 janvier et le report de la rentrée scolaire d'une semaine* ». Peut mieux faire ! Le Pen et Zemmour, eux, se saisissent de ces mesures pour mettre le pouvoir face à ses promesses non tenues, ses errements et face aux résultats de sa stratégie. À l'image de Marine Le Pen qui appelle à « *renoncer au pass sanitaire ou vaccinal* ». Dans une série de tweets publiés le 28 décembre, la candidate du RN tape dur : « *Emmanuel Macron et le gouvernement n'ont cessé de mentir en connaissance de cause pour imposer leur stratégie perdante du tout vaccinal. Le vaccin n'empêchant ni de contracter ni de transmettre le virus, j'appelle à renoncer au pass sanitaire ou vaccinal.* » On a promis aux Français, notamment aux jeunes et aux seniors, le retour à la vie normale, rappelle-t-elle, ils vivent aujourd'hui « *sous la menace permanente de nouvelles restrictions* ».

Zemmour veut passer à « une gestion à long terme de l'épidémie »

La candidate à l'Élysée veut tourner la page. « *Comment accepter des mesures aussi ridicules que l'interdiction de danser, boire debout, manger dans un train ou l'obligation de porter un masque dans la rue ?* », demande-t-elle. Marine Le Pen veut enfin mettre un terme à la politique du bâton. « *En multipliant les*

mesures punitives qui n'ont aucun sens, le gouvernement s'agite au lieu d'agir. Au lieu de restreindre les libertés, prenons des mesures de bon sens : rappeler les soignants suspendus, rouvrir les lits fermés en pleine crise, rendre aux médecins la liberté de prescription et surtout... réhabiliter l'hôpital public saccagé depuis des années. » Sortir des réglementations tatillonnes pour relancer le pays ? Éric Zemmour est sur la même ligne. « *La nouvelle politique sanitaire du gouvernement est encore plus folle que l'ancienne*, écrit-il sur Twitter. *Arrêtons de naviguer à vue et passons enfin à une gestion à long terme de l'épidémie.* » Le candidat a détaillé dans un article de *L'Opinion* sa vision des choses en recommandant quatre priorités : vacciner les personnes à risque, « *administrer largement les traitements efficaces qui commencent à arriver, dont cinq sont déjà autorisés dans l'Union européenne* », redresser notre système hospitalier et relancer notre recherche médicale. « *Avec cette stratégie, c'est un retour à la vie normale que je propose aux Français. Plutôt que d'agiter les peurs à des fins électorales, il faut leur montrer, de façon crédible, la lumière au bout du tunnel. Avec moi, il n'y aura plus de confinement ni de restriction des libertés individuelles comme le pass sanitaire ou vaccinal.* »

« *Agiter les peurs* » ? Zemmour retourne l'argument réflexe d'une gauche en panne sèche d'idées. Au fond, le gouvernement de hauts fonctionnaires mené par Castex prend des mesures typiques de l'administration française : à chaque problème, son règlement, sa loi ou son décret suscitant l'embauche de nouveaux fonctionnaires chargés de les faire appliquer. À cette cadence, les libertés des Français prennent des allures lamentables de peau de chagrin. L'effet Macron.